

1/ Commerce et services de proximité

Je suis favorable à un plan national de soutien au commerce en milieu rural. D'une part, il faut revoir la réglementation pour limiter l'installation d'hypermarché trop nombreux dans notre pays et d'autre part, il faut soutenir dans nos villages les commerces de proximité essentiels à la qualité de vie partout sur le territoire national. Aides à l'installation, à la modernisation, tout autant que constituer un véritable réseau national de commerces de proximité pour favoriser le lien entre consommateurs et producteurs et participer ainsi aux circuits-courts me paraît indispensable. L'essentiel, c'est le maintien des commerces et il nous faut les soutenir. C'est une part de l'identité de notre pays et de notre ruralité qui se joue à travers eux. Pendant 5 ans à vos côtés, dans chacune des 127 communes de la 3eme circonscription, j'ai accompagné, soutenu, défendu, les projets petits ou grands qui font la richesse et le dynamisme de nos territoires. Je sais que beaucoup reste encore à faire et qu'il faudra que nous soyons ensemble combattifs et imaginatifs pour garantir et développer nos services publics essentiels dans nos communes rurales. Les menaces de suppressions de postes de fonctionnaires, la priorité donnée aux métropoles me font craindre un recul des services publics. Je continuerai de me battre sans relâche pour défendre et développer nos services publics et faire entendre la voix de nos communes rurales auprès du nouveau Président de la République.

Soutenez-vous la proposition de l'UMCR 71 de rétablir la remise des cartes nationales d'identité aux habitants, en proximité, dans chacune des 567 Mairies de Saône-et-Loire ?

*Lorsque vous avez appelé mon attention sur cette situation j'ai aussitôt alerté le Ministre de l'intérieur de l'époque par courrier mais également en déposant une question écrite le 20 mars. Je demandais alors au Ministre de l'intérieur, compte tenu de la rapidité avec laquelle cette réforme avait été engagée de m'indiquer les mesures transitoires qui pourraient être prises et de me préciser si le maillage des bornes biométriques sera renforcée afin que les citoyens puissent accomplir ces démarches au plus près de leur lieu de résidence principalement dans les territoires ruraux. Je suis particulièrement attaché aux services publics de proximité. Le maillage des bornes biométriques doit être augmenté sur notre territoire. **Je suis favorable comme pour de nombreux autres services publics qu'ils puissent être accessibles à moins de 30 minutes. Nous devons inscrire dans la loi cette norme qui pourra être opposée à toute fermeture.***

2/ Vie des communes et égalité des territoires... ?

La DGF doit être proportionnelle aux charges des communes. Nous savons tous que des villes centres portent des infrastructures qui servent à toutes les communes environnantes et donc il me paraît naturel que le soutien de l'Etat soit différencié en fonction de ces charges. Je suis par ailleurs favorable à un plan de soutien des projets d'intérêt général pour les communes rurales afin de renforcer le lien social : soutien aux commerces de proximités, soutien aux associations, soutien à la valorisation des productions locales cela par des subventions d'états ciblées qui pourraient être complétées par les aides régionales.

3/ Démocratie locale et intercommunalité

Nous le savons rien ne remplacera l'échelon communal et le rôle des communes pour les citoyens. Cela étant le développement d'intercommunalité a taille humaine, disposant de compétences et de ressources mutualisées sont des échelons indispensables pour mener des politiques de développement économique et d'aménagement du territoire.

Compte tenu de l'importance des intercommunalités et des budgets dont elles disposent je suis favorable à ce que les conseillers communautaires et le Président de communautés puissent être élus directement au suffrage universel direct. Les citoyens doivent pouvoir directement élire leurs conseillers communautaires et les présidents d'intercommunalités. C'est une avancée démocratique attendue que j'ai d'ailleurs défendue à l'Assemblée nationale.